

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

RENOVATION DU BATIMENT M. CEPET AU PEM DE SAINT MANDRIER - Tranche : Batiment CEPET

Catégorie opération 2

670 Quai Jean Jaurès
83430 SAINT-MANDRIER-SUR-MER

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	10/09/2024	Plan Général de coordination

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	9
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	12
2.2 NATURE DE SOL.....	12
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	12
2.4 AMIANTE.....	13
2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	13
2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	15
2.7 DIVERS.....	16
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	17
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	17
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	17
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	18
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	21
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	21
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	22
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	23
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	24
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	27
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	29
3.5.1 Présence d'amiante	29

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	30
3.5.3 Travaux divers	30
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES	30
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	32
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	33
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ	35
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	39
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	42
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	44
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	44
5.2 CANTONNEMENTS	44
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	47
5.3.1 Mise en place bungalows	47
5.3.2 Cantonnement à étages.	47
5.3.3 Installation électrique	47
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	48
6.1 ORGANISATION	48
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	50
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	51
6.2.2 Interdiction de fumer	51
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	52
7.1 PPSPS	52
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	52
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	52
8 Annexes	53
Panneau : En cas d'accident	53

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

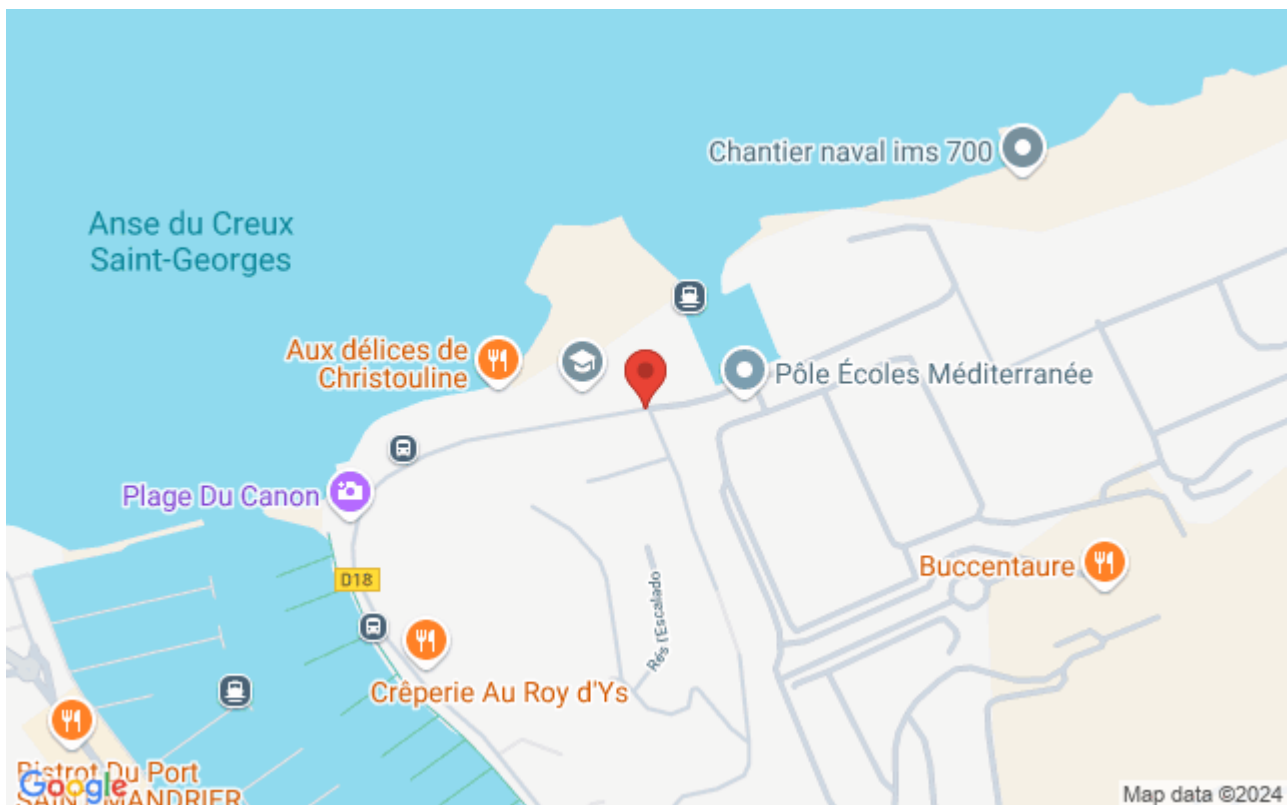
- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

RENOVATION DU BATIMENT M. CEPET AU PEM DE SAINT MANDRIER

670 Quai Jean Jaurès
83430 SAINT-MANDRIER-SUR-MER



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

RENOVATION DU BATIMENT M CEPET« POLE ECOLE MEDITERRANEE DE SAINT MANDRIER »

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

6 niveaux + toit terrasse

Nature de la couverture / toiture

Toit terrasse

Nature des façades

Maçonneries+ enduit Hydraulique

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	VAD AU NOM & POUR CPT DE ESID TOULON AVENUE D ENTRECASTEAUX BP 1406 83056 TOULON	
Architecte	ATELIER EMPREINTE Espace Mistral, Bât A ZI Athélia IV 297 Avenue du Mistral 13600 LA CIOTAT	TEL : 04 42 08 96 54 FAX : 04 42 08 94 79
Maître d'Oeuvre	Alterea Agence Sud Est Newton Joliette 113 rue de la République 13002 MARSEILLE	TEL : 07 57 44 06 75
OPPBTP	DIRECCTE 177 Boulevard du Docteur Charles Barnier 83000 DIRECCTE	
OPPBTP	OPPBTP 10 Place de la Joliette Les Docks Atrium 10.6 13002 MARSEILLE	TEL : 0491714848
CARSAT	CARSAT SUD-EST Direction des Risques Professionnels Rue Emile Olivier 83000 TOULON	TEL : 0493927600

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - Curage Désamiantage
- N°02 - Gros œuvre
- N°03 - Etanchéité
- N°04 - Façades
- N°05 - MEXT - Occultations
- N°06 - Serrurerie - Métallerie
- N°07 - plâtrerie - M.int- FP
- N°08 - Rvts de sol - Faïences et Carrelage
- N°09 - Peinture et revêtement muraux
- N°10 - ELECTRICITE
- N°11 - CV-PBS
- N°12 - DF
- N°13 - Ascenseurs

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D’EFFECTIF – CATÉGORIE DE L’OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 01/10/2024 pour une durée de 24 mois, y compris la période de préparation.

L’effectif prévisionnel sera de 25.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l’article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Privé

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L’emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d’ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n’effectuera l’inspection commune avec l’entreprise qu’après avoir été averti de l’obtention de l’agrément.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu’exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d’ouvrage, l’exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Site existant militaire – bâtiment non occupé

Le bâtiment est existant mais ne sera pas occupé lors des travaux. Les bâtiments avoisinants restent en activité. Les travaux ne devront pas impacter les autres bâtiments non concernés par les travaux. Le bâtiment se situe au sein d’un site militaire. Il devra donc être pris en compte l’ensemble des exigences nécessaire notamment sur les contraintes d’accès au site (formalités administratives, ...)

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

DISPOSITIONS NÉCESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISÉES PUISSENT ACCÉDER AU CHANTIER

RAPPEL: le chantier est interdit au public. Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.

Circulation au voisinage du chantier :

Avant d'intervenir toute personne doit connaître la règle de circulations et de manoeuvres sur le chantier . Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de tout type de circulation (automobile, piétonne, ferroviaire, maritime, ...) doit prendre les dispositions propres à garantir la sécurité tant des travailleurs que des usagers. Ces dispositions doivent être conformes aux prescriptions des différents codes et/ou réglementations applicables au lieu du chantier. Elles devront être soumises aux services gestionnaires concernés et conformes à leurs demandes.

Utilisation des protections collectives : mesures générales :

De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.

Modalités pratiques de coopération entre les intervenants:

Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en œuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail.

Risques de chute de hauteur lors de l'utilisation d'échelle d'escabeau et marche pieds

Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes,

convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention

Risques de chute de hauteur lors de l'utilisation de PEMP :

La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs. Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.

Risques de chute de hauteur:

Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc.

Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.

Risques liés aux armatures et tubes en attente

L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC

Port des EPI :

Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).

Risques liés aux accès à des parties d'ouvrage inachevées :

Lorsqu'une partie d'ouvrage n'est pas livrable au service du chantier, en raison de son caractère inachevé, et dont l'accès présente des dangers pour les personnes, elle sera nettement délimitée et visiblement signalée par l'entreprise qui en est chargée.

Son accès sera interdit par des dispositifs matériels. La ou les zones concernées seront signalées par tout moyen : balisage, panneau "Zone dangereuse - Accès interdit", etc.... L'entreprise chargée de la partie de l'ouvrage en informera sans délai la maîtrise d'œuvre afin que cette dernière transmette l'information à l'ensemble des entreprises du chantier et interdise l'accès et le travail dans la zone concernée

Moyen communs

L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement.

Conditions météorologiques

Canicule

Sur le chantier, appliquer les mesures suivantes :

- Adapter les horaires de travail aux conditions météorologiques.
- Effectuer les tâches ardues et celles requérant des efforts physiques importants aux heures les plus fraîches de la journée.
- Utiliser systématiquement les aides mécaniques à la manutention.
- Fournir et faire porter des vêtements de travail adaptés (amples, légers, de couleur claire et permettant l'évaporation de la transpiration) ainsi qu'une protection de la tête.
- Fournir de l'eau fraîche en quantité suffisante (équivalant un verre toutes les 15 minutes par salarié).
- Mettre à la disposition des travailleurs un local intempéries adapté aux conditions climatiques (rafraîchi, installé à l'ombre, correctement ventilé, etc.) et équipé de sièges en nombre suffisant (1 par travailleur).
- Instaurer des pauses d'une fréquence adaptée à la température.

travail isolé :

La présence d'un travailleur isolé est strictement interdite conformément notamment au décret n° 95-608 du 6 mai 1995 consolidée au 01 janvier 1997 (utilisation d'un système d'arrêt de chute) et du décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010.

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Sans objet au vu de la nature des travaux

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires.

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace les réseaux, pendant toute la durée des travaux.

2.4 AMIANTE

AEB Expertise Numéro du rapport : 29116 Ministère des Armées 15/06/2023

Au regard du DCE du maître d'œuvre il ressort la nécessité de procéder à des retraits dans le cadre des travaux

L'entreprise s'attachera à la lecture des diagnostics d'indiquer les modes opératoires appropriés dans le cadre de ces travaux lorsque les matériaux amiantés sont conservés.

Il est demandé que toutes les entreprises sous traitantes désignées pour l'exécution des travaux disposent d'un encadrement et de compagnons formés en sous section 4.

En cas de présence avérée d'amiante, des mesures spécifiques seront à prendre telles que :- Plan de retrait amiante doit être effectué par une entreprise qualifiée et formée (délai de réponse des organismes de prévention - d'un mois à compter du dépôt du plan de retrait)- Désamiantage par entreprise spécialisée avant travaux et intervenant seule pendant toute la durée de l'opération de désamiantage- Locaux inoccupés ; - Pendant le retrait et tant que le maître d'œuvre et le coordonnateur n'ont pas obtenu de garanties suffisantes, les travaux sont interdits hormis ceux qui sont effectués dans l'enceinte confinée par l'entreprise qualifiée et formée. Son personnel travaille selon les strictes procédures du plan de retrait présenté et approuvé par les institutionnels.- Respecter la procédure de reprise des travaux : Des mesures de fibres seront effectuées par un organisme agréé avant la mise en place du confinement ; pendant les travaux de retrait et à la fin (mesures libératoires) permettant de s'assurer de l'efficacité du confinement d'une part et de l'absence de fibres après retrait.- Les déchets provenant du retrait font l'objet d'un BSDA (bordereau de suivi des déchets amiantés) pour mise en décharge selon la réglementation

- Fournir une copie des bordereaux de suivi des déchets amiantés au CSPS.
- Les entreprises participant aux désamiantages des zones transmettront à la maîtrise d'oeuvre en fin de travaux les rapports finaux d'intervention avant la livraison.

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
 - Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

lot 01 Curage Désamiantage

2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

La présence d'engins, de véhicules routiers, de piétons nécessitera la mise en place de la clôture de chantier avant tout démarrage. La clôture et limite non franchissable existante en limite du terrain pourront être utilisée, si ces ouvrages ne sont pas déposés ou modifiés ils resteront en bon état de stabilité sur leurs intégralités sans risque de ruines ou d'instabilités particulières. Un arrêté de circulation doit être demandé pour les engins et l'approvisionnement.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
-------------	--------	--------------	------------------------------	---------------------------

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Type papier , et régulièrement actualisé	Le PIC devra être affiché dans la base vie	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Clôture	Conforme à la Charte VAD et au CCTP du Maître d'oeuvre . A tout moment infranchissables Ancrées au sol Non coupantes Angles saillants protégés En jonction des clôtures existantes ou autres ouvrages.	Sur la périphérie du chantier, selon PIC	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Portail et portillon	Décrit dans le PPIC et CCTP ; Tous les dispositifs ont l'obligation d'éliminer en totalité les risques d'intrusions par des personnes et des tiers non autorisés dans les zones de travaux. portails métalliques doubles vantaux sur QR CODE touniquets sur badge, portes simples métalliques portes bois avec serrures à code.	Entrée et sortie du chantier Portes pour chaque accès aux bâtiments	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Homme trafic	En l'absence de système de portails automatisés	Entrée de Chantier	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : chaque lot	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	<p>Suivant le plan de circulation et le PIC A tenir à jour tout le long du chantier</p> <p>Affichage panneau de chantier : entreprises de tous rangs</p> <p>- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES - PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE - CHANTIER STRICTEMENT INTERDIT AU PUBLIC - SIGNALETIQUES ADAPTEES ET SUR DEMANDE</p>	<p>L'emplacement est défini en concertation avec le Maître d'oeuvre et le Maître d'Ouvrage. Il doit toutefois être visible depuis le domaine public</p>	<p>PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7</p>	<p>PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7</p>

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, pourront décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

CONSIGNE PRIORITAIRE :

Compte tenu de la présence à tout moment possible de personnels sur la voie de chantier, les règles strictes de vigilance et de prudence seront exigées de la part de tous les participants ; Les comportements de tout type de véhicules des entreprises sur le site seront observés.

Les accès aux chantiers ne seront autorisés qu'aux personnes déclarées avant démarrage des travaux et agréées par le maître d'ouvrage.

Une demande d'accès pour obtention des badge auprès du lot principal désigné sera réalisée suivant les procédures mentionnées dans le marché.

Toute personne qui de par son comportement serait susceptible de générer des risques pour lui-même et pour tout autre intervenant, sera immédiatement exclu du chantier.

Il en sera de même pour les chauffeurs et véhicules ou camions de livraison qui devront être systématiquement muni du DHOL à jour.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Suivant PPIC Portail principale Entrée portail Sortie	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Gardiennage	suivant choix du maître d'ouvrage.		
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	L'ensemble des personnel présent sur le chantier, devront être en mesure de présenter leurs carte de la Pro BTP	Toutes entreprises et connexes (visiteurs , commerciaux, prestataires)	Toutes entreprises et connexes (visiteurs , commerciaux, prestataires)
Liste du personnel	Registres réglementaires de toutes les entreprises.	Toutes entreprises agréées.	Toutes entreprises agréées.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, pourront décider de mettre à niveau la sécurisation des points d'accès, de la signalisation et des éléments matériels de sécurisation par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défailantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Disposition générale

Les voitures sont interdites sur le chantier (sauf autorisation du maître d'ouvrage)

La vitesse de conduite des engins est elle limitée à 10 km/h

Disposition à l'intérieur des zones de déchargement :

La **MARCHE EN AVANT DES ENGIN** est obligatoire . Les voies de chantier doivent être désencombrées en permanence.

En cas d'impossibilité chaque entreprise détaillera :

- Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins lors des livraisons. - définira les aires de stockage en plateformes stabilisées et accessibles en tout temps. NOTA: - Les salariés chargés de la conduite des véhicules et engins doivent être détenteurs d'une autorisation de conduite, délivrée par le chef de l'établissement à l'issu d'une formation aux engins confiés (CACES ou équivalent), et visite médicale. Cette autorisation n'est valable que pour le chantier en question.

Tous mes véhicules sont équipement de klaxon de recul.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Voie intérieure	Voies de chantier en stabilisées Signalées par K5C éclairées par lampadaires de chantier sur lumendar.	Suivant PPIC	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Aire de livraison	Aire plane et aisément accessible, traitée en revêtement goudron bicouche ou dallage béton protégées pour les piétons par GBA	Suivant PPIC	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Quai de déchargement	Quais normalisés équipés de Garde-corps et de potence pour la protection des compagnons en nombre suffisant suivant le nombre de poste.	Entrée du chantier	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Aire de stationnement	VOITURES INTERDITES DANS LE CHANTIER	VOITURES INTERDITES DANS LE CHANTIER	TOUS	TOUS
Signalisation	Panneaux de signalisation routière complémentaire et suivant PIC. Les sens de circulation (sens interdit , stationnement interdit). la limitation 10 km sur la voie de chantier Panneaux de circulations piétonnes des compagnons. passages piétons provisoires. Les zebras de sécurité au sol.	Sur les voie d'accès suivant PPIC.	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Homme de manœuvre	Toute manœuvre des véhicules et engins à l'entrée du chantier est à effectuer avec l'aide d'un signaleur et compagnons équipés de gilets réfléchissants.	Entrée du chantier	Entreprises concernées	Entreprises concernées
Avertisseur de manœuvre	Avertisseurs de recul sonores ou lumineux en parfait état de marche.	Sur l'ensemble des engins de chantier	Entreprises concernées	Entreprises concernées

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
-------------	--------	--------------	-----------------------------------	---------------------------

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Portail	Entrée du site cantonnement	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Accès au cantonnement	Cheminement à pieds secs depuis le portillon d'accès dédié au chantier.	Suivant PIC	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Cheminement cantonnement/chantier	Depuis Cantonement Cheminement sécurisé depuis les installations de chantier vers les différentes zones de chantier (évolutives)	Suivant PPIC	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Séparation piétons/véhicules	Les cheminements piétons seront fléchés et séparer des circulations des véhicules de chantier. Voitures interdites dans le site.	Dans toutes les phases suivant les PIC mis à jour	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Protection accès chantier	Rampe de franchissement en métal anti-dérapante - Marches bois stables et sécurisées	Tous secteurs comportant un risque de chute de plain-pied	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Cheminement sur chantier	- tapis rouge voyant - rampes de franchissement et GC - marches d'escalier provisoires, - sauts de loup à la demande, - marquages fluo sur marches isolées.	Général et à l'évolution des phases	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Eclairage	<ul style="list-style-type: none"> - Eclairage provisoires circulations et accès tous niveaux : réglettes fluorescentes ou hublots en applique murale - Éclairage définitif raccordé sur le réseau provisoire de chantier - Niveau d'éclairement minimum 40 lux <p>Éclairage des postes de travail L'éclairage des zones de travail reste à charge des entreprises (à partir des coffrets). Il doit être adapté à la qualité du travail en cours.</p>	Réparti dans l'ensemble des locaux	<p>PHASE désamiantage : lot 1</p> <p>Phase travaux : lot 7</p>	<p>PHASE désamiantage : lot 1</p> <p>Phase travaux : lot 7</p>
Signalisation	<p>A l'avancement suivant plans affichés sur site indiquant en fonction de l'avancement et des dangers notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -accès autorisé / interdit -escaliers utilisables disponibles -zones concernées. -accès sous autorisations spécifiques.-les sorties de secours du chantier. - Organes sécurité incendie du chantier. - les travaux dangers spécifiques : <p>Exemple :</p> <p>En opération de levage Harnais obligatoire</p>	Réparti dans l'ensemble des chantiers	<p>PHASE désamiantage : lot 1</p> <p>Phase travaux : lot 7</p>	<p>PHASE désamiantage : lot 1</p> <p>Phase travaux : lot 7</p>

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Lift/ascenseur/monte-charge	Lift de monte matériaux et monte personnes: Rez => Toitures	L'ascenseur actuel	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Accès couverture/terrasse	Tour escalier / Lift Toitures principales	PIC Suivant	Phase travaux : lot 7	Phase travaux : lot 7

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Limitation des manutentions manuelles :

Suivant le DHOL en annexe du PGC et d'après les objectifs des dispositifs globaux :

=> Sécurisation des circulations, des accès et des livraisons à pied d'œuvre pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain- pied et réduire les manutentions manuelles.

=> Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur :

L'entreprise décrira tous les moyens dès la phase préparatoire et tout le long des chantier les mesures prises

pour le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter

- Les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle, du lieu d'approvisionnement au poste de travail

- Les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de dessertes sont aménagées près des aires de livraisons.

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Lift/ascenseur/monte-charge	Lift de monte matériaux et monte personnes: Ascenseur actuel	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	tous les lots	
Treuil électrique	Uniquement avec accord et sur demande	sous réserve	sous réserve	

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareaux commandement de manoeuvre
Camion auto-déchargeable	Utilisable unique sur les plate-formes de stockage et aux pieds des aires de déchargement pour grutage.	Toutes entreprises emplacement sous autorisation	Toutes entreprises	
Chariot élévateur	Uniquement avec accord et sur demande	Suivant PIC et sous autorisation	sous réserve	
Transpalette/chariot	A mettre à disposition pour les déplacement horizontaux sur cheminements balisés Dans les Halls : accompagnement systématique	Tous les lots	tous les lots	
Autres moyens	Ascenseurs définitifs (Dispositif MESA) mis à la disposition des entreprises après enlèvement du LIFT de chantier et avant réception.	Suivant PIC	tous les lots	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Grue automotrice

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Sans objet.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Limitation des manutentions manuelles

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter:

- Les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle, du lieu d'approvisionnement au poste de travail
- Les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux
- le principe de continuité du transport des charges mécaniquement en hauteur et latéralement y compris dans les volumes intérieurs doit être étudié, maintenu et assuré jusqu'à la livraison. en fonction des phases et des contraintes du site en exploitation, il sera proposé dès le départ un planning de cette logistique spécifique au projet.

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de dessertes sont aménagées près des aires de livraisons. L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent:

- à chaque phase selon la configuration de l'emprise chantier.
- à proximité des postes de travail. Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en oeuvre des matériaux.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Sans objet.

Lot chargé de l'entretien

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Le principe retenu est un principe à de stockage à flux tendu	A identifié sur les PIC pendant toutes les phases	A reporter systématiquement dans le DHOL et le PIC de l'entreprise Titulaire	suivant le produit ou le matériel mentionné.	A définir élément par élément.
Matériel de coffrages : coffrages légers banches simples et grandes hauteurs réhausse métalliques matériels associés bracons et étais Divers.	Zone de stockage plane, stabilisée et facilement accessible selon PIC du lot GO Les matériaux devront être stockés conformément aux notices fabricant de chaque matériaux et en prenant en compte les différentes contraintes	Suivant PIC Entreprise	en Extérieur	Condition de stockage contre tous les risques de déversement. matériel et conditions d'utilisation balisages sur zones en oeuvre à détailler dans le PPPSPS.
Féraillages simple nappe	Racks de stockage étiquetés équipés de passerelle d'accrochage	Suivant PIC Entreprise	en Extérieur	Condition de stockage contre tous les risques de déversement. matériel et conditions d'utilisation à détailler dans le PPPSPS.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Produit d'étanchéité Rouleaux en lés , longueurs diverses Isolants divers. Enduits bitumineux etc..	palettes grutables sur sol plans filmés non empilés En toiture (suivant répartitions)	Suivant PIC Entreprise	en Extérieur	Condition de stockage contre tous les risques de déversement et de chute de matériaux A l'abri du rayonnement solaire Extincteurs proches de toutes les zones
Matériels démontables multiples pour les aménagements de postes de travail en hauteur et divers : échafaudages de pieds ou roulants de différentes taille et leurs éléments , escaliers provisoires , étais simples et composés ,tours d'étalement , passerelles , platelages coffrants , tables coffrantes , modules de coffrage léger de planchers , échelles, Pirl , nacelles etc..		Suivant PIC Entreprise	En extérieur	Eléments à étaler sans risques de déversements. Stockage limités en flux tendus . les aires de stockages ne pourront être mobilisés par les outils inutilisés. Démontage et débarassage après usages suivant planning devant être approuvés
Produits verrier simples	Pupitres sécurisés sol stabilisé plan	zone de stockage ext. A pied d'oeuvre		Outils de levage adaptés et ventouses.
Produits verriers de grandes tailles	Racks stabilisés sur dallages bétons parfaitement stables et plans	Zones de stockage ext. à pied d'oeuvre		Outils de levage adaptés et ventouses.
Menuiseries extérieures	Colis sur pupitres métalliques ou à plat filmés , sur cales et lestés	zone de stockage ext. A pied d'oeuvre		

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Cloison , plafond , isolants divers etc	Sur palette ou en colis transpalabe Sur sols plans A pied d'œuvre sur planchers	Zones proches des Grues ou Lifts		Matérialisation de la zone par panneau signalétique ou balisage périphérique Extincteur présent dans le local
Equipements de plomberie gainés -Tuyaux etc..;	stabilisés et calés sur dallage béton ou enrobé plan aide à la manutention : chariots manuels et Elévateurs électrique	Zones de stockage intérieurs et extérieurs		calage des tubes Empilements interdits
Tourets de câbles petits et grandes tailles.	stabilisés et calés aide à la manutention : chariots etc.	Zones de stockage intérieurs et extérieurs		Sabots et dérouleurs
Equipements électriques divers	Magasins fermés équipés d'extincteurs	Zones de stockage intérieurs et extérieurs		
Carrelage faïence toutes tailles Sable , mortier etc.; pompe à mortier	Palettes filmées sur paniers de levage sécurisés transpalabe Pompes installées suivant PIC Sable en vrac et pompe + groupe à proximité Tuyaux à l'écart des circulations.	Zones de Stockage et à pied d'oeuvre sur zones à traiter		
Peintures / enduits	Palettes filmées sur paniers de levage sécurisés transpalabe Locaux intérieurs ventilés			Palettes filmées sur paniers de levage sécurisés grutable.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Produits divers chimiques et préparations dangereuses étiquetées	Locaux et magasins identifiés et signalés fiche signalétiques sur les risques des produits. Respects des FDS	Toutes entreprises		contenant vides en déchetterie agréée. Fournir bordereau de Suivi des Déchets dangereux (BSD)
Bouteilles de gaz	stockées à l'extérieur à l'abri du soleil. arrimées ou posées sur rack	Zone Points chauds : Plomberie Etanchéité des toiture etc..	Stockées en extérieur	Alerte en cas de déversement. Kit anti-pollution à disposition. Prévenir les Pompiers Arrêt et dépollution de zone immédiate.
Réserves Hydrocarbures	Déclaratif	Suivant PIC	Stockée en extérieur.	Alerte en cas de déversement. Kit anti-pollution à disposition. Prévenir les Pompiers Arrêt et dépollution de zone immédiate.

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Chaque entreprise devra :

- en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.)
- en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc.)

Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	TOUTES ZONES	Nettoyage permanent et quotidien.	TOUS LES LOTS	TOUS LES LOTS

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Bennes sur roue	Selon PIC mis à jour Emplacement permettant les échanges de bennes sans survol du chantier	Mise en place dès la phase installation du chantier, en nombre et quantité suffisantes. Évacuation autant de fois que nécessaire à la décharge publique	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Bac	Selon PIC mis à jour Emplacement permettant les échanges de bennes sans survol du chantier	Mise en place dès la phase installation du chantier, en nombre et quantité suffisantes	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Lift/ascenseur/monte-charge/monte-matériau	Lift de monte matériaux et monte personnes:	Permanente	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Translation au sol	Transpalette , chariot électrique	Permanente	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Bennes avec tri	Selon PPIC et NOC CCTP Emplacement permettant les échanges de bennes sans survol du chantier	Mise en place dès la phase installation du chantier, en nombre et quantité suffisantes. Usage permanent et évacuation quotidienne dès remplissage de chaque benne sans distinction	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Goulotte	SELON PIC	Mise en place dès la phase installation du chantier, en nombre et quantité suffisantes. Usage permanent et évacuation quotidienne dès remplissage de chaque benne sans distinction	LOT 2	LOT 2

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'entretien afin de maintenir pendant toute la durée des travaux. Dans le non-respect de cette obligation, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'oeuvre feraient faire ce nettoyage par une entreprise extérieure, aux frais et risques de l'entreprise responsable.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

Entreprise Générale et Sous traitant

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par

enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLILIERE ELIMINATION
Sans objet				

3.5.3 Travaux divers

A tous les stades du planning les entreprises intervenantes , avant toute intervention, à l'occasion de postes de travail même ponctuels, qui exportent un risque dans l'environnement dans lequel elle travaille doit le signaler dans son PPSPS et décrire précisément les mesures de protection engagées vis à vis de son personnel et des autres intervenants directs à proximité (horizontalement comme verticalement)

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Entreprise Titulaire Sous traitants : Étanchéité Serrurerie Plomberie	Stockage des bouteilles dans une zones appropriée et conforme à la réglementation Extincteur de classe correspondante et en bon état de fonctionnement à proximité de poste	E.titulaire et entreprises sous traitantes	A détailler
Application de produit toxique	Entreprise titulaire sous traitants : Etanchéité Plomberie CVC Menuiserie intérieure Peinture	Locaux fortement ventilé à l'abri de tout ensoleillement excessif.	E.titulaire et entreprises sous traitantes	A détailler

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Dispositions générales

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant. Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques. L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent. Au cas où un entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'installateur a l'obligation de le faire après constat du Coordonnateur Sécurité et / ou du Maître d' Oeuvre, aux frais de l'entrepreneur responsable. Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par elle-même.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Trémie petite dimension	Résa boîte ou Plaque d'obturation spittée, et armatures continues	Phase travaux : lot 7	Phase travaux : lot 7
Châssis en façade sur allège < 1m	Protection collective permettant la mise en oeuvre du châssis et de la protection définitive en toute sécurité	Phase travaux : lot 7	Phase travaux : lot 7
Châssis en façade toute hauteur d'étage	Protections collectives compatibles avec la pose des protections définitives en toute sécurité	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Balcon	Protections collectives compatibles avec la pose de la protection définitive en toute sécurité	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Baie palière d'ascenseur	Protection baie grille intégrale réglable toute hauteur type Gémagrille	LOT 010 STR LOT 012 SBE	LOT 010 STR LOT 012 SBE

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Périphérie toiture terrasse	Gardes corps adaptés à l'ouvrage permettant d'assurer la protection collective jusqu'aux ouvrages définitifs	Phase travaux : lot 7	Phase travaux : lot 7
Gaine ventilation en toiture terrasse	Gardes corps adaptés à l'ouvrage permettant d'assurer la protection collective (filets périphériques seuls interdits)	Phase travaux : lot 7	Phase travaux : lot 7

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur.

La mutualisation des moyens de type échafaudage doit faire l'objet d'une convention selon la réglementation en vigueur et les recommandations R-408 de la CNAMTS.

L'objectif visé consiste à mettre à disposition des corps d'état concernés pendant toute la durée du chantier, des moyens communs de prévention de ces risques tels que :- les dispositifs de protections collectives pour les travaux en hauteur- les plates-formes de travail pour les travaux en hauteur et leurs accès- les moyens de transport des personnes pour accéder aux ouvrages et à pied d'œuvre- les moyens de transport, levage, manutention des matériels, matériaux et équipements techniques pour approvisionner dans les ouvrages et distribuer à pied d'œuvre- les aménagements de circulation et les infrastructures pour les stockages et le stationnement- les moyens d'évacuation des déchets produits durant le chantier

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	En périphérie des façades	Gors oeuvre Facades peinture	LOT 4	LOT 4	DIVERS
Passerelles périphériques et échafaudage	En périphérie des façades	Structure , Facades peinture et ravalement - Pose des Brises soleils - garde-corps	LOT 4	LOT 4	DIVERS

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Nacelles bi-mâts	En périphérie des façades	Façades bardage véture peinture et ravalement - Pose des Brises soleils - garde- corps	Entrepri ses concernées	Entrepri ses concernées	DIVERS
Echafaudage intérieur	Pour toutes les zones	Toutes les zones	Entreprises concernées	Entreprise responsable du montage.	toutes les entreprises
Mise en service anticipée monte-charge/ascenseur	ASCENSEUR	Au démarrage du chantier	LOT 7	LOT 7	toutes les entreprises
Engin manutention aérien	nacelle élévatrice Pont Volant Nacelles suspendues	Facades peinture et ravalement - Pose des Brises soleils - garde- corps	LOT 4	LOT 4	LOT 4
Engin manutention au sol	Chariots électriques motorisés, transpalettes chariots élévateurs convoyeurs de chantier	toutes les phases	LOT 7	LOT 7	toutes les entreprises

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'installation et l'entretien des installations électriques pendant toute la durée des travaux.

Dans le non-respect de cette obligation, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'oeuvre feraient faire le nécessaire par une entreprise extérieure, aux frais et risques de l'entreprise responsable.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
-------------	--------------	---------------	--------------------------------	------------------------------

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Selon PIC E.Titulaire NOCCCTP	Dès le démarrage du chantier	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Armoire générale	Selon PIC E.Titulaire NOCCCTP	Dès démarrage du chantier	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Alimentation cantonnement	Selon PPIC et Réseaux mis à disposition	Dès mise en place des installations de chantier	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Alimentation équipement manutention verticale	Selon PIC	A l'installation	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Alimentation équipements façades	Selon PIC	A l'installation	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Armoires secondaires	TOUTES ZONES suivant PIC et demandes Chaque coffret comprend notamment : - 4 prises de courant 2 x 10/16 + T 220 V - un bouton d'arrêt d'urgence coffrets fixés au mur (gainés techniques) ou déplaçable un coffret par niveau par cage d'escalier, tous les 25 m dans les parties communes.	A mettre en place à l'avancement du planning	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Eclairage circulation verticale	TOUTES ZONES Réparti dans l'ensemble des accès verticaux et escaliers provisoires Sur demande	A mettre en place à l'avancement des travaux	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Eclairage circulation horizontale	TOUTES ZONES Réparties dans l'ensemble des circulations en zones aveugles et obscures Sur demande.	A mettre en place à l'avancement des travaux	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Eclairage de secours	Réparti dans l'ouvrage	Mettre en place à l'avancement des travaux.	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Eclairage poste de travail	L'éclairage des zones de travail reste à charge des entreprises (à partir des coffrets de prises). Il doit être adapté à la qualité du travail en cours et réparti aux différents postes de travail.	Mettre en place à l'avancement des travaux	Chaque entreprise est chargée de l'entretien de ses propres installations et matériels	Chaque entreprise est chargée de l'entretien de ses propres installations et matériels

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

La gestion des risques successifs et simultanés est directement liée à la bonne maîtrise de l'organisation générale de toutes les phases et du planning.

Pour chaque travail générant des risques entre les entreprises doit répondre des moyens adéquats associés à des mesures de prévention clairement réparties pour tous.

Pour des zones particulières à risque fort il pourra être associé des décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) sur une zone définie.

Dispositions générales :

Installation de chantier : toutes les clôtures et ouvrages de séparation de chantier listés dans les pièces du CCTP et de la NOC seront implantés de manière à assurer conjointement la continuité des travaux interférents dans des zones sécurisées.

Chaque zone fera l'objet d'un plan de détail de ces protections mis à l'approbation de l'établissement de la MOE du l'OPC et du CSPS.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Etanchéité des toitures générales	LOT 7 LOT 3 LOT 4 LOT 10 LOT 11	Travaux de couvertures Étanchéité Équipements divers en toitures	Garde-corps de protection collective en rives et autour des trémies =>Incorporés par anticipation dans les fabrications des éléments de rives dans toutes les séquences. Les garde-corps ne seront otés uniquement depuis les postes de travail sécurisés au moment de la pose des ouvrages définitifs. Poses en rives des terrasses et toitures des garde-corps définitifs par anticipation	Phase travaux : lot 7

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Echafaudage mis en commun Principe	TOUS	Suivant DCE finitions diverses	Montage d'un échafaudage conforme à la R408 de la CNAMTS, PV de conformité de montage à afficher Convention entre le monteur et les utilisateurs Engin de levage contrôlé et personnels formés. PV de réception diffusé et affiché.	installateur agréé

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Petite superpositions de postes intérieures PIRLS Echafaudage roulants Nacelles	TOUS	Suivant DCE finitions diverses	<p>Au -delà des installations primaires devant sécuriser l'ensemble de la situation de chantier de la phase décrite dans la NOC et détaillés dans le PPSPS.</p> <p>=> Adoption d'un planning de tâches devant éviter les situations de superpositions.</p> <p>=> sans quoi le balisage de poste doit être de mise et la règle systématique pour tous les participants.</p> <p>=> Les matériels de travail ou engins en hauteur doivent être vérifiés et contrôlés intégralement avant utilisation.</p> <p>=> Les personnels doivent être dûment formés à chaque outil.</p> <p>=> Les notices, carnets d'entretiens disponibles en tout temps sur le chantier afin que les services et organismes de prévention mobilisés sur le chantier est un accès immédiat.</p> <p>=> Il est de la responsabilité collective des entreprises de nettoyer régulièrement les zones, de débarrasser le matériel en surplus sur les aires d'évolution des postes.</p> <p>=> trous et petites trémies bouchées sécurisées en permanence ; marches, ressauts,</p>	TOUS

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux bruyants	E.Titulaire Sous- traitants	Suivant DCE finitions diverses	Suivant DCE => Adoption d'un planning de tâches devant éviter les situations simultanées. => suivant charte Nuisances utilisation de modes opératoires et d'outils devant prendre en compte les contraintes détaillées Exemple : démolition par hydro sciage etc. =>en cas de travaux simultanés comme pour ceux de l'entreprise émettrice, les compagnons doivent être équipés de protections auditives de niveau de protection équivalent.	E.Titulaire Sous traitants

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent.

Toutes les entreprises exposant les compagnons à ce risque, même sur une durée très faible, doivent prévoir d'assister aux CISSCT

Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- Risques de chute de hauteur : cet ITEM est une priorité dans ce PGC, la gestion de ce risque pendant les chantiers doit être présente dans tous les esprits
- Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement
- Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale
- Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées
- Travaux de puits, de terrassements souterrains ;
- Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds
- Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
-------------	----------------	----------------------	---------------------------	--------------

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	Tous les lots	<p>Inventaires non exhaustif Depuis les ouvrages en elevations : Les rives excavées Les fouilles Les talus Les planchers Grandes et petites trémies Baies d'ascenseur Les toitures et les terrasses Balcons intérieurs Dômes</p> <p>Paliers et Escaliers verrières</p> <p>Les postes de travaux : Banches Platelages collectifs Tours d'étalement Les passerelles Nacelles motorisées Nacelles suspendues Montage ascenseurs Pont Volant Échafaudages PIRL</p>	Voir chapitres précédents	<p>- Risques majeurs devant être repérés dans toutes les situations de travail du chantier. - Qui'il soit traité collectivement dans le cadre du marché de travaux de la NOC et du PGC Ou qu'il soit propre à l'utilisation de matériels servant à la réalisation de tâches en hauteurs.</p> <p>- L'entreprise titulaire vérifiera La prise compte du PGC par les entreprises assurera la surveillance permanente de leur effectif dans les différentes installations de chantier et controlera dans un registre : - les suivis médicaux des compagnons - les formations en matière d'intervention en hauteurs des compagnons du chantier - l'état des formations à la conduite d'engins en sécurité en hauteur</p>

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

L'opération se déroule dans une base militaire ,secteur qui peut notamment interférer avec différentes opérations .

Dans leur obligation de concertation les maitres d'ouvrage devront se concerter régulièrement à l'évolution des chantiers respectifs afin de maitriser notamment les risques liés aux circulations, d'approvisionnements , de définition des périmètres et de protections des chantier

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Suivant PPIC	Par esprit de prévention => Respecter les mesures organisationnelles et les procédures décrites	Notamment : SEPARER LES FLUX VOITURES VEHICULES DE CHANTIER - PIETONS. RESPECTER LES LIMITATIONS DE VITESSES AUX ABORDS DES CHANTIERS. DIFFUSER A L'ENTRANCE LES REGLES DE SECURITE. FAIRE PORTER LES EPI EN PERMANENCE.	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Environnement du chantier	Risque incendie pour toutes les phases. .	Réseau incendie de chantier Réseau EP provisoire	Réseau incendie de chantier Réseau EP provisoire	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Bruit dû au chantier	L'ensemble du chantier.	Suivant Charte NUISANCE CHANTIER	Respecter les dispositions de la charte : essais- contrôles- choix du matériel et du mode opératoire pour affaiblissement de tous les types de bruit . Porte des protections auditives réglementaires des compagnons en fonctions des niveaux sonores. Les arrêts de poste peuvent être exigés suivant les cas(voir charte) en réorganisant les tâches concernées.	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Lorsqu'une opération excède un montant fixé par voie réglementaire, le chantier relatif à cette opération doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux conditions qui leur sont applicables en matière d'hygiène et de sécurité du travail.

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Voie d'accès principale	Les terrains et les zones extérieures sont desservis par des voies circulables A définir par le MOE	Démarrage chantier en phase préparation.	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Desserte intérieure	Les pistes de chantier seront traitées et nettoyées régulièrement contre les dégradations de boues et de pluies	toute la durée du chantier	LOT 010 STR LOT 012 SBE
Eau potable	A définir par le MOE	Préalable au démarrage des travaux	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Eau usées	Raccord eaux usées selon A définir par le MOE	A l'issue de la période de préparation	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Electricité	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison A définir par le MOE	A l'issue de la période de préparation	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7

5.2 CANTONNEMENTS

Disposition générale

PHASE désamiantage : lot 1

Phase travaux : lot 7

Les cantonnements devront être réalisés suivant :

- décret du 6 janvier 1965 modifié le 6 mai 1995
- fiche OPPBTP, référence : H3 M 02 95 (dispositif à partir du 1^{er} janvier 1997)

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
-------------	------------------	--------------	-------------------------	--------------------------------	---------------------------	-------------------------

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m² par personne	Selon PPIC		PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Réfectoire	chauff / Climatisé 1.25 m² par personne	Selon PPIC	Table et chaises en nombre suffisant. Chauffe-plats ou chauffe gamelles de capacité équivalente au nombre de places assises. Garde manger ou réfrigérateur.	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Sanitaires	Sanitaires équipés de chasse d'eau papier hygiénique, savons liquides cabinet et d'un urinoir pour 20 hommes Séparations Hommes /Femmes	Selon PPIC	Raccordement obligatoire au réseau existant Sanitaire chimique INTE RDITS	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires sur chantier	pour 20 ouvriers en pic d'effectif	Selon PPIC		PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Douches	cabines en nombre suffisant	Selon PIC Gros Oeuvre		PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Bureaux	Chauff/ Climatisé Dimensions suivant précision Maître d'œuvre.	Selon PPIC E.Titulaire	Chauffés et climatisés. Table et chaises EPI : bottes de chantier casques.	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Salle de réunion	Réunions MOE MOA Réunions OPC Accueil du CISSCT 50 personnes	Selon PIC Lot Gros Oeuvre	Chauffée et climatisée. Table et chaises EPI : bottes de chantier casques.	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'entretien afin de maintenir pendant toute la durée des travaux, toutes les dispositions générales du cantonnement.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Le lot installateur de la base vie aura à charge l'entretien en bon état de propreté et d'hygiène des installations jusqu'à la livraison du chantier.

Les bungalows seront équipés de garde-corps de toiture adaptables dès l'installation de chantier

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

PHASE désamiantage : lot 1

Phase travaux : lot 7

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	LOT 1 ET 7	Par un organisme agréé, lors de leur mise en service et à chaque modification ou extension

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Chaque entreprise aura au moins un membre de son personnel équipé d'un téléphone portable. Il conviendra de s'assurer que ceux-ci soient chargés tout au long de la journée.			Tous lots
Accès secours	Depuis l'entrée du chantier et zone de l'accident.	Un accès doit rester propre et dégagé pour laisser passer le véhicule de secours jusqu'à l'entrée du bâtiment.	Panneau affichage	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Point de rencontre	Entrée du chantier	En cas d'accident, après avoir contacté les secours, envoyer une personne au point de rencontre pour les guider.	Panneau affichage	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Secouriste	La liste des Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) avec leur numéro de téléphone respectif devra être affichée dans le bureau, la salle de réunion et la base vie des ouvriers.	Minimum 1 SST par tranches de 20 personnes sur chantier.	Les SST seront reconnaissables à leur casque, sur lequel le logo SST sera indiqué.	Toutes entreprises confondues.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Trousse de secours	Une trousse de secours sera mise à disposition dans la base vie.	La trousse de secours doit contenir à minima : des compresses pour stopper les saignements ;des sparadraps pour fixer les pansements ;une paire de ciseaux pour la découpe des compresses ou des sparadraps ;des produits antiseptiques pour désinfecter les plaies ;une pince à échardes ;des pansements pour les petites plaies ;des mèches nasales pour stopper les saignements du nez ;des gants pour manipuler les matériels stériles ;des doses de sérum physiologique;une couverture de survie pour protéger la victime de la chaleur ou du froid.	Panneau affichage	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Défibrillateur	Un défibrillateur sera mis à disposition dans la base vie.		Dans le PIC. Affichage dans les Bureaux.	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Nacelle blessé	[Emplacement à définir.]	À mettre en place en cas d'utilisation d'une grue à tour.	Signaler son emplacement sur le PIC	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur cantonnement	Mettre en place des extincteurs adaptés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel (réfectoire, vestiaire) Les extincteurs doivent être accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.	Les extincteurs ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle.	Signaler leur présence dans les locaux	PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Contrôle périodique	contrôle réglementaire			PHASE désamiantage : lot 1 Phase travaux : lot 7
Extincteur chantier	L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers (étanchéité, soudure, etc.). Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.	Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle. Le matériel mis en place doit être adapté aux risques générés par les postes de travail ou zone de travail.		Entreprises concernées

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds

Les outils et matériels, les matériaux et produits, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent pas de danger, ou s'il s'agit de produits de démolition, évacués le plus rapidement possible du chantier.

Le permis feu fait suite à un ordre de travail déterminé. Il s'applique à des travaux limités en temps et lieux. Il entraîne de prendre des précautions particulières à observer de la part de l'entrepreneur et le contrôle de leur application, et engage la responsabilité des signataires. Il a pour but de prévenir des risques d'incendie liés à l'utilisation de matériel dit "à point chaud" dans des endroits où il subsiste un risque de feu du fait de son emploi. Il concerne les travaux suivant :

La soudure électriqueLa soudure au chalumeauLe découpage électriqueLe découpage au chalumeauLa lampe à souderL'outillage électriqueLe dégagement d'étincelles

Chaque entreprise devra mettre en place un moyen de première intervention contre l'incendie (extincteur adapté à la nature du risque toujours à proximité de la source de flammes).

Arrêt des travaux sur point chaud au minimum 2h avant le départ des travailleurs.

Le personnel utilisant un chalumeau sera qualifié et disposera d'un extincteur à proximité du poste de travail. Un nettoyage de la zone de travail sera systématiquement effectué après l'intervention.

Les feux à usages de chauffage, de cuisson et de destruction sont strictement interdits.

(Sites occupés : Il est formellement interdit d'utiliser du matériel présentant un danger d'incendie, et susceptible de générer un "point chaud" (flamme nue, arc, production d'étincelles, projection de matières incandescentes, ...), sans l'obtention préalable d'un Permis de feu à demander au Responsable de l'opération.

Stockage de produits dangereux

Le stockage des produits dangereux devra se faire dans un container ou un local fermé à clé avec, sur la porte de ce dernier un pictogramme indiquant la nature et le degré de dangerosité. Chaque produit dangereux sera stocké dans un bac de rétention. Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) de chaque produit dangereux seront transmises au Coordonnateur SPS. Attention, certains produits dangereux ne peuvent pas être stockés dans le même local (voir FDS et annexe).

Dépôts de carburant

Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance. Un soin particulier est porté au conditionnement, afin d'éviter tout risque de pollution des sols. Prévoir l'approvisionnement de cuves à enveloppe double ou de bacs de rétention.

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPA (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPA avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPA du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPA.

ANNEXES

RENOVATION DU BATIMENT M. CEPET AU PEM DE SAINT MANDRIER

670 Quai Jean Jaurès
83430 SAINT-MANDRIER-SUR-MER

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: SAINT-MANDRIER-SUR-MER
RUE :670 Quai Jean Jaurès

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 04.94.08.01.29 .